

# **Michel Fayad : « La ligne de front n'est plus seulement au Moyen-Orient. Elle traverse désormais l'Europe »**

[La Nouvelle Revue Politique](#)

**Vous ouvrez votre livre sur la guerre américano-israélienne contre l'Iran de février 2026 et affirmez qu'elle « ne sera pas la dernière ». Qu'est-ce qui vous conduit à considérer que nous sommes entrés dans une séquence historique nouvelle, plutôt que dans un épisode supplémentaire des crises récurrentes du Moyen-Orient ?**

Parce que ce qui a été frappé le 28 février, ce n'est pas une cause de guerre, c'est un symptôme. Les bombes américaines et israéliennes ont décapité un régime – Khamenei est mort, l'état-major a été décimé en quarante-huit heures –, mais elles n'ont pas touché ce qui rend ce régime possible. Mojtaba Khamenei a été désigné Guide suprême dans un réflexe dynastique, les Gardiens de la Révolution survivent grâce à leur « défense mosaïque » décentralisée, et surtout l'idéologie demeure intacte. Or l'islamisme, dans ses formes chiite comme sunnite, n'est pas un phénomène conjoncturel attaché à la puissance d'un État. C'est une idéologie enracinée dans des sociétés, des institutions, des réseaux et des esprits. Elle survivra à l'effondrement de Téhéran. Elle s'adaptera, mutera, cherchera de nouveaux vecteurs et de nouveaux parrains étatiques.

Voilà pourquoi je refuse la lecture rassurante de « l'épisode de plus ». Cette lecture découpe l'histoire en crises locales, bornées, qu'on croit refermées une fois le chef tué. L'histoire des guerres de changement de régime devrait pourtant nous avoir vaccinés : Khomeiny renverse le Shah en 1979 ; en Irak, l'intervention américaine de 2003 aboutit à l'émergence d'un pouvoir largement dominé par des partis chiites proches de Téhéran ; en Libye, la chute de Kadhafi en 2011 ouvre la voie à la montée de groupes islamistes ; en Syrie, la chute d'Assad en 2024 porte au pouvoir des forces issues de la mouvance islamiste sunnite. À chaque fois, on n'a pas supprimé le danger, on l'a déplacé – et souvent aggravé. La chute de l'Iran ne réduira pas la menace : elle libérera l'islamisme sunnite, jusqu'ici en partie mobilisé contre son rival chiite. L'hydre à mille têtes – la Turquie d'Erdoğan, les pétromonarchies, le Pakistan nucléaire, les Frères musulmans, les avatars de Daech – n'attend que cet espace.

La séquence est nouvelle pour une raison plus grave encore : la ligne de front n'est plus seulement au Moyen-Orient. Elle traverse désormais aussi l'Europe. Paris, Nice et Arras en ont déjà été les témoins. La vraie question n'est plus « Quand la guerre sera-t-elle gagnée ? », mais « Sommes-nous prêts à un combat long, lucide, patient, contre une

idéologie qui nous a déclaré la guerre depuis des décennies ? »

**Le titre *Après la guerre ?* suggère qu’il n’existe peut-être plus de véritable « après ». Sommes-nous selon vous entrés dans une époque où la guerre cesse d’être une parenthèse pour redevenir l’état normal des relations internationales ?**

Le point d’interrogation du titre n’est pas une coquetterie : c’est tout mon propos. L’Europe d’après 1945, plus encore celle d’après 1989, a fini par croire que la guerre était une parenthèse – une anomalie qui s’ouvre et se referme, après quoi l’on revient à la « normale » de la paix, du commerce et du droit. C’est une vision profondément datée. Le Liban l’a appris à ses dépens, lui qui pensait que sa démocratie le protégerait. Israël le vit chaque jour, lui qui sait depuis sa fondation que sa survie n’est pas garantie.

L’idéologie qui est à la racine de ces conflits ne signe pas d’armistice, parce qu’elle ne poursuit pas un objectif territorial négociable : elle poursuit un projet de long terme. C’est pourquoi « l’après-guerre » risque de ne pas exister au sens où l’imaginent les Européens. Ce qui vient après le 28 février sera au moins aussi dangereux que ce que cette guerre a voulu résoudre.

Mais je veux être très clair, car on me prête parfois un pessimisme que je n’ai pas : je ne célèbre pas la guerre et je ne me résigne pas à un conflit perpétuel. Je refuse seulement l’illusion inverse – celle qui fait de la paix l’état par défaut auquel on retournerait mécaniquement. L’histoire a ses accélérations soudaines : l’URSS paraissait éternelle, elle a disparu en quelques mois ; Saddam tenait l’Irak depuis vingt ans, son régime s’est évanoui en trois semaines ; Assad jurait de mourir à Damas, il a fini en exil. Penser que notre tranquillité, elle, serait acquise pour toujours est une faute de jugement.

L’« après » auquel je crois n’est donc pas un retour au confort. C’est une vigilance assumée, une défense consciente et durable de la liberté, du pluralisme et de la démocratie – pas seulement sur les champs de bataille du Moyen-Orient, mais dans nos rues, nos écoles et nos isoloirs.

**Votre ouvrage établit un lien entre les conflits du Proche-Orient et les vulnérabilités des sociétés européennes. En quoi la menace que vous décrivez est-elle d’abord politique et civilisationnelle avant d’être strictement militaire ?**

Parce que l’ennemi ne cherche pas, en priorité, à vaincre l’armée française sur un champ de bataille. Il cherche à affaiblir l’État de l’intérieur, à éroder ses institutions, à désagréger sa cohésion sociale. Les attentats – de *Charlie Hebdo* en janvier 2015 à l’assassinat de Dominique Bernard à Arras en octobre 2023 – sont la part visible, sanglante, du phénomène. Mais le travail de fond est ailleurs : il est patient, idéologique,

financé de l'étranger. J'écris dans le livre que la France n'est pas seulement la cible d'une hostilité religieuse ; elle est visée *en tant que société*. Ceux qui la visent ont compris que la dépendance, la misère et le désordre sont des armes aussi efficaces que les bombes.

Cette implantation est mesurable. L'étude IFOP de 2025 montre que 38 % des musulmans de France approuvent tout ou partie de positions généralement associées à l'islamisme politique, chiffre qui monte à 42 % chez les moins de 25 ans. L'idéologie ne vieillit pas : elle se renouvelle, et chez des jeunes nés et socialisés en France. Elle s'exprime aussi dans l'isolement, par la consigne de vote religieuse, qui transforme le bulletin en obligation théologique et fabrique des blocs électoraux imperméables aux appels universalistes. Elle s'appuie enfin sur un tissu associatif, scolaire et médiatique tissé patiemment par les Frères musulmans.

Et notre vulnérabilité est en partie auto-infligée. La France dépend économiquement des pétromonarchies arabes qui financent, directement ou indirectement, l'idéologie qui la menace chez elle. Cette contradiction stratégique fragilise notre capacité à combattre les idéologies que nous dénonçons. À cela s'ajoute une tradition de déni idéologique qui nous a longtemps empêchés de nommer l'islamisme pour ce qu'il est.

Au fond, le livre pose une seule question, civilisationnelle : une société qui a séparé le religieux du politique peut-elle accueillir une idéologie qui nie précisément cette séparation ? Ma réponse est non. La France l'a compris pour le national-socialisme et pour le communisme. Elle doit l'accepter pour l'islamisme. C'est en cela que le combat est politique avant d'être militaire : il se joue d'abord sur le terrain des idées, des lois et des consciences.

**Vous êtes né au Liban, pays qui a souvent servi de laboratoire aux affrontements régionaux. Cette expérience personnelle nourrit-elle votre analyse de l'Europe contemporaine, que vous semblez considérer comme insuffisamment préparée au retour de la guerre de haute intensité et des conflits idéologiques ?**

Profondément, et je ne m'en cache pas. Ces enjeux n'ont rien de théorique pour moi. Ce que la Syrie, l'Iran, l'OLP, l'Arabie saoudite ou encore la Libye et leurs proxys ont fait au Liban n'est pas une abstraction géopolitique : j'avais sept ans quand le pays où j'habitais est tombé aux mains de la Syrie, après quinze années de résistance contre l'arabisation et l'islamisation. Mon père, Najib, a pris les armes pour défendre son pays et sa foi. Il a vu son pays détruit malgré tout. On ne regarde pas l'histoire de la même manière quand on l'a vue, enfant, emporter ce qu'on aimait.

Le Liban, c'était la plus ancienne démocratie du Moyen-Orient : un État pluraliste, multiconfessionnel, terre de refuge pour les persécutés, ce que Bachir Gemayel appelait « une patrie pour les chrétiens » tout en n'excluant pas les musulmans, un sanctuaire de liberté, « la Suisse du Moyen-Orient ». Et c'est précisément cela que l'islamisme ne

pouvait tolérer. J'ai donc assisté, de l'intérieur, à la plus terrible des démonstrations : une société libre, prospère et démocratique n'est pas, par elle-même, à l'abri. Elle peut être arabisée, islamisée, démembrée – non par une seule armée d'invasion, mais par l'implantation progressive d'une idéologie étrangère dans le corps d'une société plurielle, jusqu'à en fracturer les fondements.

Or c'est, selon moi, une dynamique que l'on retrouve aujourd'hui en France – à un rythme différent, sous des formes distinctes, mais selon la même logique. Je ne dis pas que l'Europe connaîtra le sort du Liban à la vitesse du Liban. Je dis qu'elle partage avec lui une hypothèse fatale : croire que la démocratie et la prospérité garantissent la survie. Le Liban l'a cru. Israël, lui, n'a jamais eu ce luxe. La France doit l'apprendre avant que le prix à payer ne soit plus élevé encore.

Je ne porte donc pas le ressentiment d'un étranger ; je porte l'avertissement d'un témoin. Et l'exemple de mon père est l'argument central : même le courage et la résistance ne suffisent pas si la lucidité fait défaut, et si les alliés naturels d'une terre de liberté préfèrent regarder ailleurs.

### **À rebours d'une certaine culture stratégique européenne marquée par l'espoir de la pacification définitive des relations internationales, votre livre invite à penser le tragique de l'histoire. Quel changement intellectuel et politique appelez-vous de vos vœux pour que les démocraties occidentales affrontent lucidement le monde qui vient ?**

Le changement intellectuel d'abord, car tout en découle : abandonner l'illusion de la « fin de l'histoire ». La culture stratégique européenne s'est construite, après la guerre froide, sur l'idée que le triomphe de la démocratie libérale était irréversible et que les relations internationales suivaient une route à sens unique vers la pacification. Cet optimisme a engendré le déni : présenter chaque attentat comme un acte isolé, refuser de tracer les liens entre les idéologies et les passages à l'acte, confondre un projet de long terme avec du désordre épisodique. Penser le tragique de l'histoire, ce n'est pas verser dans le désespoir – c'est accepter que les civilisations sont mortelles, que la liberté n'est jamais définitivement acquise, et que la paix n'est pas l'état par défaut du monde. L'histoire accélère, et le 13 avril 1975, le 13 octobre 1990, le 7 octobre 2023 et le 28 février 2026 sont les jalons d'une même accélération.

Le changement politique suit naturellement, et je le résume en quelques priorités. D'abord, nommer les choses clairement : la distinction entre l'islam et l'islamisme mérite d'être discutée ; elle ne doit en tout cas pas devenir un obstacle intellectuel ni un alibi pour le déni – sans diagnostic, aucune thérapie. Ensuite, couper les canaux de financement étrangers : contrôler strictement les ressources des mosquées, associations et centres culturels, et mettre fin à l'exercice en France de prédicateurs formés dans les universités saoudiennes ou qataries. Repenser, aussi, notre politique au Moyen-Orient sur le temps long, et dire à nos partenaires arabes une vérité simple : nous voulons des

relations mutuellement bénéfiques, mais nous ne pouvons pas accepter que des fonds issus de vos États financent des réseaux qui menacent notre sécurité. Reconstruire, enfin, une politique d'intégration ambitieuse, fondée sur la maîtrise de la langue française et l'égalité réelle des chances, car l'islamisme recrute là où la République a échoué.

Ce que j'appelle de mes vœux, c'est que les démocraties redécouvrent que leurs valeurs – la liberté, le pluralisme, la démocratie – méritent d'être défendues, et pas seulement sur les champs de bataille lointains : dans nos rues, nos écoles et nos isoloirs. Face à l'accélération de l'histoire, trois attitudes sont possibles : l'ignorer, la subir, ou la comprendre et agir. C'est ce dernier choix que j'invite mes lecteurs à faire.